

**Direction régionale et Interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie**

Unité départementale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure n° 2018-44531

Société JOUEN MATERIAUX à Freneuse

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 autorisant la société PIERRE BOULANGER à exploiter des installations de criblage, concassage de matériaux naturels ou artificiels (laitiers d'aciéries), sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 février 2009, modifiant l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 délivré à la société PIERRE BOULANGER, afin d'actualiser les conditions de l'autorisation préfectorale, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1er décembre 2009, imposant à la société PIERRE BOULANGER, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, des prescriptions complémentaires, dans le cadre de l'application de la circulaire du 5 janvier 2009, relative à la mise en œuvre de la 2ème phase de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 suite aux modifications de la nomenclature des installations classées, pour le site de Freneuse, exploité par la société PIERRE BOULANGER ;

Vu le récépissé de succession du 30 janvier 2014 donnant acte à la société JOUEN MATÉRIAUX, de sa déclaration de succession à la société PIERRE BOULANGER, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 décembre 2017, transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 décembre 2017, conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement, suite à sa visite sur le site le 8 novembre 2017 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 8 novembre 2017 :

- des hauteurs de stock des laitiers bruts, supérieures à la limite maximale de l'arrêté préfectoral ;

- en dehors des limites autorisées du site, la présence d'un stock important de déchets issus de la déconstruction comprenant du béton ferrailé, la présence de deux remorques hors d'usage de type citerne.

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis selon la fréquence prescrite, ni communiqué lors de l'inspection :

- x les résultats deux derniers contrôles des laitiers bruts en provenance des aciéries,
- x les deux derniers contrôles des eaux des piézomètres et du rejet du bassin de décantation,
- x les derniers contrôles des émissions sonores.

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions des articles L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

Arrête

Article 1^{er} : La société JOUEN MATÉRIAUX est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 40 rue du Criquet à Freneuse (78840), de justifier :

Dans un délai d'un mois :

- du respect des dispositions visées à l'article « IV.1 Matériaux autorisés » du titre « TITRE IV – REGLES D'EXPLOITATION » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2011322-0002 du 18 novembre 2011, en évacuant les matériaux de déconstruction comprenant du béton ferrailé et les deux remorques hors d'usage de type citerne.

Dans un délai de trois mois :

- du respect des dispositions visées à l'article IV.3 - Stockage des laitiers du titre IV – « Règles d'exploitation », de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 en respectant les hauteurs des stocks de laitiers bruts ;
- du respect des dispositions visées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°09-017/DDD du 12 février 2009 en transmettant à l'inspection des installations classées le dernier rapport des mesures des niveaux d'émissions sonores réalisées par une personne ou un organisme qualifié.

Dans un délai d'un jour de respecter les articles « V.5.2 - Surveillance des eaux souterraines » et « IV.4 Contrôle des laitiers bruts » de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 en communiquant à l'inspection, les résultats :

- des deux derniers contrôles des eaux des piézomètres et du rejet du bassin de décantation,
- des deux derniers contrôles des laitiers bruts en provenance des aciéries yvelinoises.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société JOUEN MATERIAUX et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Mantes la Jolie,
- maire de la commune de Freneuse,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le **10 JAN. 2018**

Le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'Unité départementale des Yvelines,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long, sweeping horizontal stroke that curves upwards at the end.

Henri Kaltembacher

